

F 90 — 464

19 SEPTEMBRE 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif au niveau de puissance acoustique admissible des brise-béton et des marteaux piqueurs utilisés à la main

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, notamment l'article 1^{er};

Vu la directive (84/537/CEE) du Conseil des Communautés européennes du 17 septembre 1984 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au niveau de puissance acoustique admissible des brise-béton et des marteaux piqueurs utilisés à la main, modifiée par la directive (85/409/CEE) du Conseil des Communautés européennes du 11 juillet 1985;

Vu l'arrêté royal du 16 juin 1982 fixant la méthode générale de détermination de l'émission sonore des engins et matériels de chantier, modifié par l'arrêté royal du 13 février 1985 et par l'arrêté royal du 14 mai 1987;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1986 concernant les dispositions communes aux matériels et engins de chantier;Vu l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1986 concernant le niveau de puissance acoustique admissible des brise-béton et des marteaux piqueurs utilisés à la main;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1989 concernant les dispositions communes aux matériels et engins de chantier;

Vu l'arrêt de la section d'administration du Conseil d'État n° 29.694 du 25 mars 1988;

Vu l'avis du Conseil d'État;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique au niveau de puissance acoustique admissible des brise-béton et marteaux piqueurs utilisés à la main qui servent à effectuer des travaux sur des chantiers de génie civil et de bâtiment ci-après dénommés « appareil ».

Il constitue un arrêté particulier de l'Exécutif au sens de l'article 3 de l'arrêté de l'Exécutif du 19 septembre 1989 concernant les dispositions communes aux matériels et engins de chantier, ci-après dénommé « arrêté-cadre ».

Art. 2. Les organismes agréés accordent l'attestation d'examen CEE de type à tout type d'appareil dont le niveau de puissance acoustique satisfait à l'article 3 de l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1986 concernant le niveau de puissance acoustique admissible des brise-béton et des marteaux piqueurs utilisés à la main.

Toute demande d'attestation d'examen CEE de type d'un type d'appareil, quant au niveau de puissance acoustique admissible, doit être accompagnée d'une fiche de renseignements dont le modèle figure à l'annexe I.

Pour tout type d'appareil qu'il atteste, l'organisme agréé remplit toutes les rubriques de l'attestation d'examen CEE de type dont le modèle figure à l'annexe III de l'arrêté-cadre.

La durée de validité des attestations d'examen CEE de type est limitée à cinq ans. Elle peut être prolongée de cinq ans si la demande en est faite dans les douze mois qui précèdent l'expiration de la première période de cinq ans.

Toutefois, les attestations d'examen CEE de type délivrées avant le 25 septembre 1989 cessent d'être valides à cette date, à moins qu'elles n'aient été délivrées pour des appareils satisfaisant au niveau limite en vigueur à cette même date.

Par dérogation à l'article 18, deuxième alinéa, de l'arrêté-cadre, un appareil muni d'un certificat de conformité établi sur base d'une attestation d'examen CEE de type relative aux valeurs de la première période ne peut plus bénéficier des avantages prévus à cet article à dater du 26 mars 1990, le délai de validité devant être indiqué sur les certificats de conformité concernés.

Pour chaque appareil construit conformément au type attesté par un examen CEE de type, le constructeur complète le certificat de conformité dont le modèle figure à l'annexe IV de l'arrêté-cadre dans les colonnes correspondant à l'attestation d'examen CEE de type.

Sur chaque appareil construit conformément au type attesté par un examen CEE de type, doit figurer de façon bien visible et indélébile une mention indiquant le niveau de puissance acoustique en décibels pondérés A (db (A)) par rapport à 1 pW, garanti par le fabricant et déterminé dans les conditions prévues à l'annexe I de l'arrêté royal du 16 juin 1982 fixant la méthode générale de détermination de l'émission sonore des engins et matériels de chantier et à l'annexe I de l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1986 concernant le niveau de puissance acoustique admissible des brise-béton et des marteaux piqueurs utilisés à la main, ainsi que la marque ϵ (epsilon). Le modèle d'une telle mention figure à l'annexe II du présent arrêté.

Art. 3. Le contrôle de la conformité de la fabrication au type examiné, prévu à l'article 12 de l'arrêté-cadre, est effectué au moyen d'un contrôle par sondage.

Art. 4. Le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 septembre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de l'Economie et des P.M.E.,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

Annexe I

**MODELE DE FICHE DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT UN TYPE DE BRISE-BETON
OU MARTEAU PIQUEUR A FOURNIR EN VUE DE SON EXAMEN CEE DE TYPE**

1. Généralités.

- 1.1. Nom et adresse du constructeur
- 1.2. Nom et adresse du mandataire éventuel du constructeur
- 1.3. Marque (raison sociale)
- 1.4. Dénomination commerciale (spécifier éventuellement les variantes)
- 1.5. Type
- 1.6. Emplacement et mode de pose des plaques et inscriptions réglementaires

2. Masse.

- 2.1. Masse

3. Fonctionnement.

- 3.1. Appareil pneumatique.
- 3.1.1. Pression d'utilisation Pa.
- 3.1.2. Consommation d'air m³/s.
- 3.1.3. Cadence de frappe coups/s.
- 3.1.4. Dispositif d'insonorisation : incorporé (1) - amovible (1) - (marque et type)
- 3.2. Appareil hydraulique.
- 3.2.1. Pression du fluide hydraulique
- 3.2.2. Cadence de frappe coups/s.
- 3.2.3. Dispositif d'insonorisation : incorporé (1) - amovible (1) - (marque et type)
- 3.2.4. Masse inerte
- 3.2.5. Masse en mouvement
- 3.2.6. Energie consommée par minute
- 3.3. Appareil électrique.
- 3.3.1. Tension d'utilisation volts.
- 3.3.2. Cadence de frappe coups/s.
- 3.3.3. Dispositif d'insonorisation : incorporé (1), amovible (1), (marque et type)
- (1) Rayer la mention inutile.
- 3.3.4. Masse inerte
- 3.4. Appareil à essence.
- 3.4.1. Vitesse en tours par minute du moteur
- 3.4.2. Cadence de frappe coups/s.
- 3.4.3. Marque et type du silencieux utilisé
- 3.4.4. Dispositif d'insonorisation : incorporé (1), amovible (1) (marque et type)

4. Données complémentaires

- 4.1. Silhouette avec indication de l'échelle ou bien photographie de l'appareil.
- 4.2. Adresse où des données complémentaires nécessaires peuvent être obtenues.
5. Joindre la notice descriptive commerciale, si elle existe.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1989.

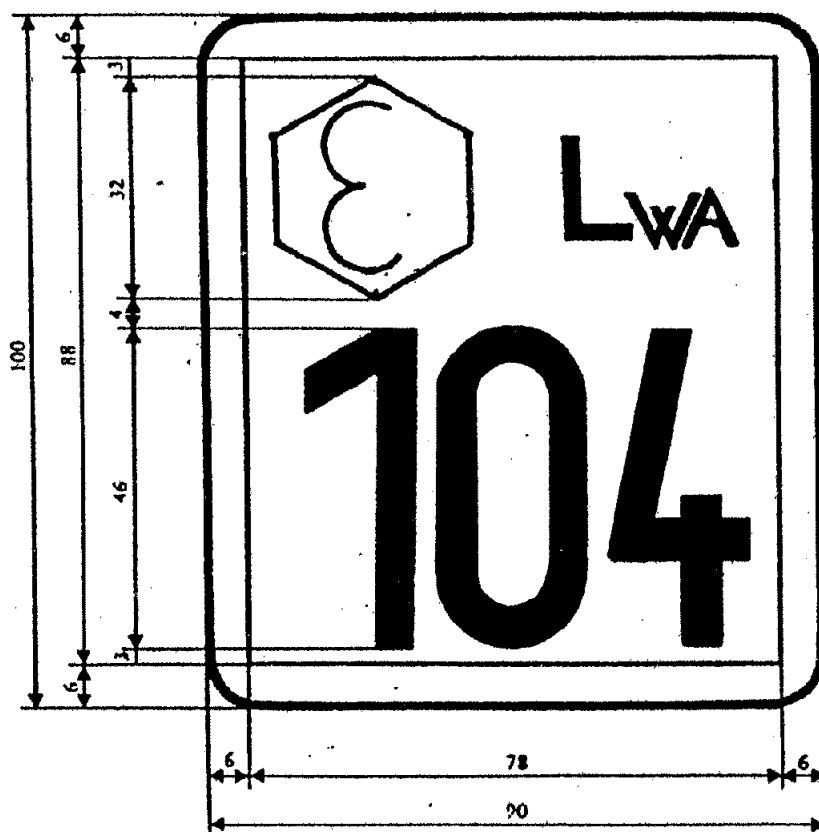
Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de l'Economie et des P.M.E.,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,
G. LUTGEN

(1) Rayer la mention inutile.

Annexe II

MODELE DE LA MENTION INDIQUANT LE NIVEAU DE PUISSANCE ACOUSTIQUE



Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de l'Economie et des P.M.E.,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

D 90 — 464

ÜBERSETZUNG

**19. SEPTEMBER 1989. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive
über den zulässigen Schalleistungspegel von handbedienter Betonbrecher
und Abbau-, Aufbruch- und Spatenhämmer**

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, insbesondere des Artikels 1;

Aufgrund der Richtlinie (84/537/EWG) des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 17. September 1984 zur Angleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten über den zulässigen Schalleistungspegel handbedienter Betonbrecher und Abbau-, Aufbruch- und Spatenhämmer, abgeändert durch die Richtlinie (85/409/EWG) des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 11. Juli 1985;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 16. Juni 1982 zur Bestimmung des allgemeinen Verfahrens zur Ermittlung des Geräuschemissionspegels von Baugeräten und Baumaschinen, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 13. Februar 1985 und durch den Königlichen Erlaß vom 14. Mai 1987;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 1. Juli 1986 betreffend die gemeinsamen Bestimmungen für Baugeräte und Baumaschinen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 1. Juli 1986 über den zulässigen Schalleistungspegel handbedienter Betonbrecher und Abbau-, Aufbruch- und Spatenhämmer;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1989 betreffend die gemeinsamen Bestimmungen für Baugeräte und Baumaschinen;

Aufgrund des Beschlusses der Verwaltungsabteilung des Staatsrates Nr. 29.694 vom 25. März 1986;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

Beschliesst die Wallonischen Regionalexekutive :

Artikel 1. Vorliegender Erlaß gilt für den zulässigen Schalleistungspegel handbedienter Betonbrecher und Abbau-, Aufbruch- und Spatenhämmer, die zu Arbeiten auf Baustellen der Bauindustrie und des Baugewerbes dienen, nachstehend « Geräte » genannt.

Er ist ein Einzelerlaß der Exekutive im Sinne von Artikel 3 des Erlasses der Exekutive vom 19. September 1989 betreffend die gemeinsamen Bestimmungen für Baugeräte und Baumaschinen, nachstehend « Rahmenerlaß » genannt.

Art. 2. Die zugelassenen Stellen erteilen die EWG-Baumusterprüfbescheinigung für alle Arten von Geräten, deren Schalleistungspegel Artikel 3 des Königlichen Erlasses vom 1. Juli 1986 über den zulässigen Schalleistungspegel handbedienter Betonbrecher und Abbau-, Aufbruch- und Spatenhämmer entspricht.

Jedem Antrag auf Ausstellung einer EWG-Baumusterprüfbescheinigung für einen Gerätetyp hinsichtlich des zulässigen Schalleistungspegels ist ein Beschreibungsbogen nach dem Muster in Anlage I beizufügen.

Die zugelassene Stelle füllt für jeden Betonbrecher-, Abbauhammer-, Aufbruchhammer- und Spatenhammer, für den sie eine Bescheinigung ausstellt, alle Spalten der EWG-Baumusterprüfbescheinigung nach dem Muster in Anlage III zum Rahmenerlaß aus.

Die Geltungsdauer der EWG-Baumusterprüfbescheinigung ist auf fünf Jahre begrenzt. Sie kann um weitere fünf Jahre verlängert werden, sofern binnen 12 Monaten vor Ablauf des ersten Zeitraums von fünf Jahren ein entsprechender Antrag gestellt wird.

Die vor dem 25. September 1989 ausgestellten EWG-Baumusterprüfbescheinigungen werden jedoch an diesem Datum ungültig, sofern sie nicht für ein Gerät ausgestellt wurden, bei dem der zu diesem Zeitpunkt geltende Grenzwert eingehalten ist.

In Abweichung von Artikel 18, Absatz 2, des Rahmenerlasses können für ein Gerät mit einer Übereinstimmungsbescheinigung, die anhand einer EWG-Baumusterprüfbescheinigung über die Werte des ersten Geltungszeitraums ausgestellt wurde, ab dem 26. März 1990 die Vorteile dieses Artikels nicht mehr in Anspruch genommen werden; die Geltungsdauer ist auf der betreffende Übereinstimmungsbescheinigung anzugeben.

Für jedes Gerät, dessen Bauart dem Typ entspricht, für den eine EWG-Baumusterprüfbescheinigung erteilt wurde, füllt der Hersteller in einer Übereinstimmungsbescheinigung nach dem Muster in Anlage IV zum Rahmenerlaß die für die EWG-Baumusterprüfbescheinigung vorgesehenen Spalten aus.

Auf jedem Gerät, dessen Bauart dem Typ entspricht, für den eine EWG-Baumusterprüfbescheinigung erteilt wurde, müssen der vom Hersteller garantierte und gemäß den Bedingungen in Anlage I zum Königlichen Erlaß vom 16. Juni 1982 zur Bestimmung des allgemeinen Verfahrens zur Ermittlung des Geräuschemissionspegels von Baugeräten und Baumaschinen und Anlage I zum Königlichen Erlaß vom 1. Juli 1986 über den zulässigen Schalleistungspegel handbedienter Betonbrecher und Abbau-, Aufbruch- und Spatenhämmer ermittelte Schalleistungspegel in dB (A), bezogen auf 1 pW, so wie das Zeichen ϵ (Epsilon) gut sichtbar und dauerhaft angebracht sein. Ein Muster für diese Aufschrift ist in Anlage II zum vorliegende Erlaß enthalten.

Art. 3. Die in Artikel 12 des Rahmenerlasses vorgesehene Kontrolle der Übereinstimmung der Produktion mit dem geprüften Typ erfolgt durch Stichproben.

Art. 4. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, ist mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Namur, 19. September 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft und den KMB,

B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

Anlage I

MUSTER DES BAUART-BESCHREIBUNGSBORGENS
FÜR BETONBRECHER UND ABBAU-, AUFBRUCH- UND SPATENHÄMMER FÜR DIE EWG-BAUMUSTERPRÜFUNG1. Allgemeines.

- 1.1. Namen und Anschrift des Herstellers
- 1.2. Namen und Anschrift des etwaigen Beauftragten des Herstellers
- 1.3. Marke (Firmenzeichen)
- 1.4. Handelsbezeichnung (etwaige Varianten sind anzugeben)
- 1.5. Typ
- 1.6. Anbringungsstelle und -art der vorgeschriebenen Kennzeichnung

2. Masse.

- 2.1. Masse kg

3. Betriebsangaben.

- 3.1. Druckluftgeräte.
- 3.1.1. Betriebsdruck Pa
- 3.1.2. Luftverbrauch m³/s
- 3.1.3. Schlagzahl Schläge/s
- 3.1.4. Schalldämmvorrichtung : fest integriert (1) oder abnehmbar (1) (Marke und Typ)

3.2. Hydraulische Geräte.

- 3.2.1. Druck der Hydraulikflüssigkeit
- 3.2.2. Schlagzahl Schläge/s
- 3.2.3. Schalldämmvorrichtung : fest integriert (1) oder abnehmbar (1) (Marke und Typ)

3.2.4. ruhende Masse

3.2.5. bewegliche Masse

3.2.6. Energieverbrauch je Minute

3.3. Elektrische Geräte.

- 3.3.1. Betriebsspannung V
- 3.3.2. Schlagzahl Schläge/s
- 3.3.3. Schalldämmvorrichtung, fest integriert (1) oder abnehmbar (1) (Marke und Typ)

3.3.4. ruhende Masse

3.4. Benzinbetriebene Geräte.

- 3.4.1. Motordrehzahl in U/min
- 3.4.2. Schlagzahl Schläge/s
- 3.4.3. Marke und Typ des verwendeten Schalldämpfers
- 3.4.4. Schalldämmvorrichtung : fest integriert (1) oder abnehmbar (1) (Marke und Typ)

4. Weitere Angaben.

- 4.1. Umrißzeichnung mit Angabe des Maßstabs oder fotografische Abbildung des Geräts
- 4.2. Anschrift der Stelle, bei der erforderliche weitere Angaben eingeholt werden können
5. Sofern vorhanden, Anleitungsmerkblatt beifügen.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1989 beigelegt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft und den KMB,

B. ANSELME

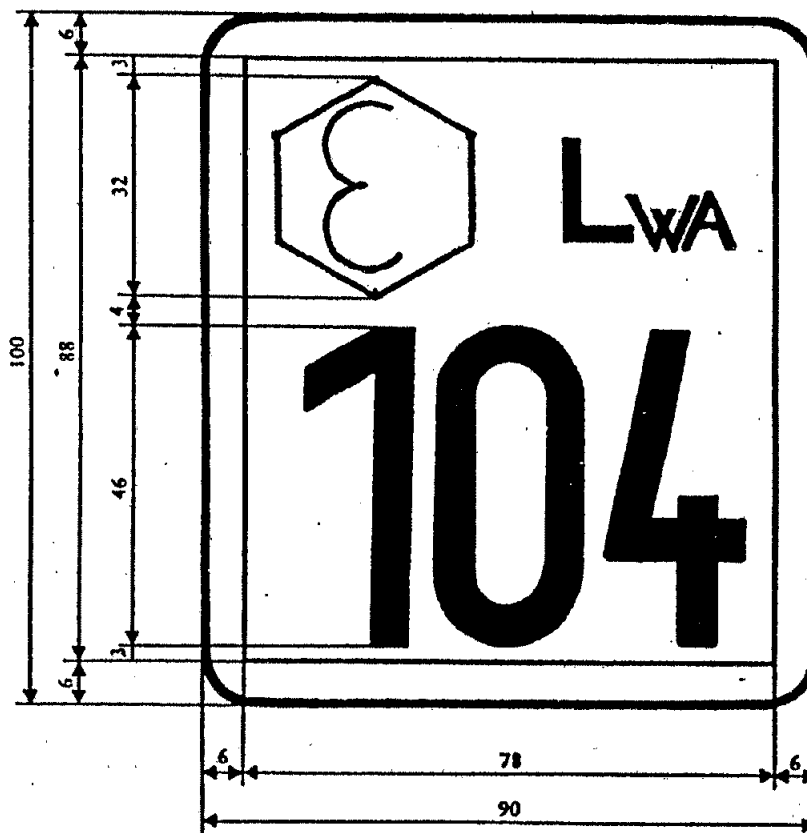
Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

(1) Nichtzutreffendes streichen.

Anlage II

MUSTER FÜR DIE AUFSCHRIFT ZUR ANGABE DES SCHALLEISTUNGSPEGELS



Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1989 beigelegt zu werden.

De Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft und den KMB,
B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,
G. LUTGEN

VERTALING

N 90 — 464

19 SEPTEMBER 1989. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende het toelaatbare geluidsvermogensniveau van met de hand bediende betonbrekers en trilhamers

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op de richtlijn (84/537/EEG) van de Raad van Europese Gemeenschappen van 17 september 1984 betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der lid-Staten inzake het toelaatbare geluidsvermogensniveau van de met de hand bediende betonbrekers en trilhamers, gewijzigd bij de richtlijn (85/409/EEG) van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 11 juli 1985;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 juni 1982 betreffende de vaststelling van de algemene methode voor het bepalen van het geluid dat door bouwmachines en bouwmaterieel wordt uitgestraald, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 13 februari 1985 en 14 mei 1987;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juli 1986 betreffende gemeenschappelijke bepalingen voor bouwmaterieel en bouwmachines;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juli 1986 betreffende het toelaatbare geluidsvermogensniveau van de met de hand bediende betonbrekers en trilhamers;

Gelet op het besluit van de Gewestexecutieve van 19 september 1989 betreffende gemeenschappelijke bepalingen voor bouwmaterieel en bouwmachines;

Gelet op het arrest nr. 29.894 van 25 maart 1988 van de Raad van State, afdeling administratie;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting;

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit heeft betrekking op het toelaatbare geluidsvermogensniveau van met de hand bediende betonbrekers en trilhamers voor sloopwerk, hierna genoemd « machines », welke dienen voor civieltechnische en bouwwerkzaamheden.

Het is, in de zin van artikel 3 van het besluit van de Executieve van 19 september 1989 betreffende de gemeenschappelijke bepalingen voor bouwmaterieel en bouwmachines, hierna genoemd « kaderbesluit », een bijzonder besluit van de Executieve.

Art. 2. De erkende instanties verlenen de verklaring van EEG-typeonderzoek voor elk type machine waarvan het geluidsvermogensniveau aan de bepalingen van artikel 3 van het koninklijk besluit van 1 juli 1986 betreffende het toelaatbare geluidsvermogensniveau van met de hand bediende betonbrekers en trilhamers voldoet.

Elke aanvraag om verklaring van EEG-typeonderzoek met betrekking tot het toelaatbare geluidsvermogensniveau van een type machine moet vergezeld gaan van een inlichtingenformulier waarvan het model in bijlage I is opgenomen.

Voor elk type machines waarvoor de erkende instantie een verklaring afgeeft, vult zij alle rubrieken in van de verklaring van EEG-typeonderzoek waarvan het model in bijlage III van het kaderbesluit is opgenomen.

De geldigheidsduur van de verklaringen van EEG-typeonderzoek is beperkt tot vijf jaar. Hij kan met vijf jaar worden verlengd indien daartoe tijdens de twaalf maanden een verzoek is ingediend.

De vóór 25 september 1989 afgegeven verklaringen van EEG-typeonderzoek verliezen echter op die datum hun geldigheid, tenzij zij zijn afgegeven voor machines die aan het op die datum in werking tredende maximumniveau voldoen.

In afwijking van artikel 18, tweede lid van het kaderbesluit gelden voor een machine voorzien van een certificaat van overeenstemming dat is opgesteld op grond van een verklaring van EEG-typeonderzoek betreffende de waarden van de eerste periode, de voordelen van dat artikel niet meer te rekenen van 26 maart 1990, de geldigheidsduur moet op de betrokken certificaten van overeenstemming zijn aangegeven.

Voor iedere machine die is gebouwd in overeenstemming met het type waarvoor een verklaring van EEG-typeonderzoek is afgegeven, worden op het certificaat van overeenstemming, waarvan het model in bijlage IV van het kaderbesluit is opgenomen, de kolommen betreffende de verklaring van EEG-typeonderzoek ingevuld door de fabrikant.

Op elke machine die is gebouwd in overeenstemming met het type waarvoor een verklaring van EEG-typeonderzoek is afgegeven, moeten op duidelijk zichtbare en duurzame wijze een vermelding aangevende welk geluidsvermogensniveau in db(A) ref. 1pW, vastgesteld overeenkomstig bijlage I van het koninklijk besluit van 16 juni 1982 betreffende de vaststelling van de algemene methode voor het bepalen van het geluid dat door bouwmachines en bouwmaterieel wordt uitgestraald en overeenkomstig het koninklijk besluit van 1 juli 1986 betreffende het toelaatbare geluidsvermogensniveau van met de hand bediende betonbrekers en trilhamers, alsmede het merkteken ϵ (epsilon). Een model voor een dergelijke vermelding staat in bijlage II van dit besluit.**Art. 3.** De controle op de overeenstemming van de produkten met het onderzochte type, als bedoeld in artikel 12 van het kaderbesluit, geschiedt door middel van steekproeven.**Art. 4.** De Minister tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 september 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met de Economie,
de KMO's en het Regionale Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN

Bijlage I

**MODEL INLICHTINGENFORMULIER
BETREFFENDE EEN TYPE BETONBREKER OF TRILHAMER VOOR SLOOPWERK,
DAT MOET WORDEN INGEDIEND MET HET OOG OP HET EEG-TYPEONDERZOEK**

1. Algemene gegevens.

- 1.1. Naam en adres van de fabrikant.....
- 1.2. Naam en adres van de eventuele gemachtigde van de fabrikant
- 1.3. Merk (firma)
- 1.4. Handelsbenaming (met vermelding van eventuele variaten)
- 1.5. Type
- 1.6. Plaats en wijze van aanbrenging van de voorgeschreven platen en vermeldingen

2. Massa.

- 2.1. Massa kg

3. Werking.

- 3.1. Pneumatische machine.
- 3.1.1. Bedrijfsdruk pascal
- 3.1.2. Luchtverbruik m³/s
- 3.1.3. Slagtempo slagen/s
- 3.1.4. Geluidsdempingsinrichting : ingebouwd (1), afneembaar (1) (merk en type)
- 3.2. Hydraulische machine.
- 3.2.1. Druk van de hydraulische vloeistof.....
- 3.2.2. Slagtempo slagen/s
- 3.2.3. Geluidsdempingsinrichting : ingebouwd (1), afneembaar (1) (merk en type)
- 3.2.4. Inerte massa
- 3.2.5. Beweeglijke massa
- 3.2.6. Energieverbruik per minuut.....
- 3.3. Elektrische machine.
- 3.3.1. Bedrijfsspanning..... volt
- 3.3.2. Slagtempo slagen/s
- 3.3.3. Geluidsdempingsinrichting : ingebouwd (1), afneembaar (1) (merk en type)
- 3.3.4. Inerte massa
- 3.3.5. Beweeglijke massa
- 3.3.6. Energieverbruik
- 3.4. Door benzinemotor aangedreven machine.
- 3.4.1. Toerental in omwentelingen/minuut van de motor.....
- 3.4.2. Slagtempo slagen/s
- 3.4.3. Merk en type van de geluidsdemper
- 3.4.4. Geluidsdempingsinrichting , ingebouwd (1), afneembaar (1) (merk en type)

4. Aanvullende gegevens.

- 4.1. Contourtekening met schaal aanduiding of foto van de machine
- 4.2. Adres waar eventueel verdere gegevens kunnen worden verkregen.....

5. De commerciële beschrijving, als deze bestaat, toevoegen.

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 september 1989 gevoegd te worden.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met de Economie en de KMO's,

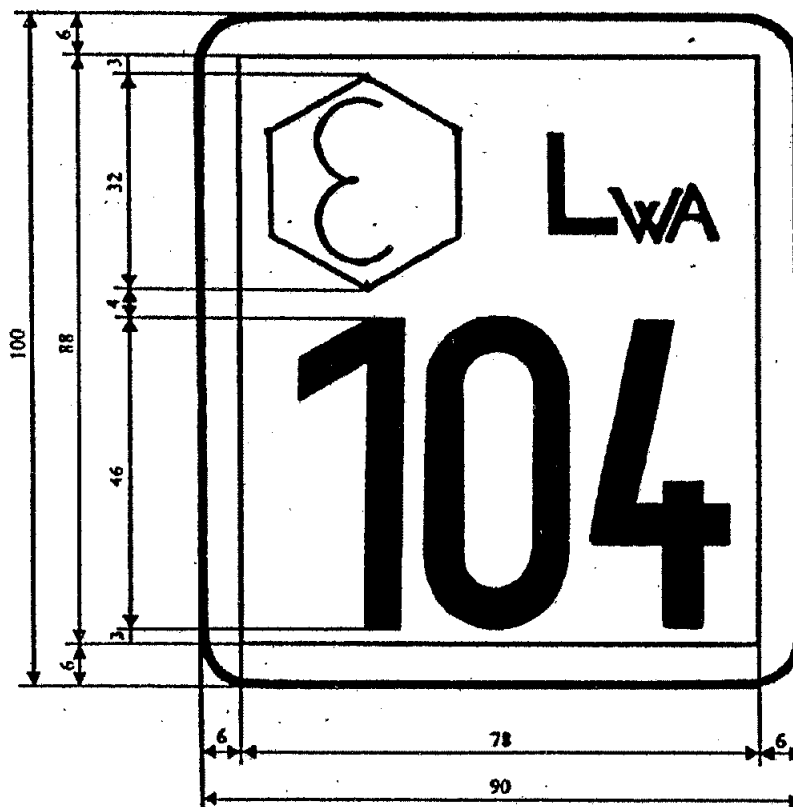
B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN

(1) Schrappen wat niet van toepassing is.

MODEL VOOR DE VERMELDING WAARMEE HET VERMOGENSNIVEAU WORDT AANGEGEVEN



Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 september 1989 gevoegd te worden.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met de Economie en de KMO's,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN

F 90 — 465

**26 OCTOBRE 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
fixant les conditions particulières d'aptitude physique
requis des candidats au grade d'agent technique des Eaux et Forêts**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1964, relatif à la vérification des aptitudes physiques requises des candidats à certains emplois publics, notamment l'article 4;

Vu le protocole n° 18 du comité de secteur n° XIV du 12 juillet 1989;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que les préposés forestiers sont astreints à des prestations de service qui requièrent, appellent des conditions d'aptitude physique particulières;

Vu la décision de l'Exécutif en date du 12 janvier 1989;

Considérant que cette décision vise à supprimer deux des cinq conditions d'aptitude physique établies par arrêté ministériel du 13 novembre 1967, conditions qui ont déjà été soumises à l'avis du Fonds national de reclassement social des handicapés et de l'Office médico-social de l'Etat;